

VILLE DE BLAINVILLE

L'opposition veut une nouvelle enquête

ÉRIC CLÉMENT

Inatisfait des résultats de l'enquête du ministère des Affaires municipales et des Régions sur l'administration du maire de Blainville, François Cantin, Louis Lamarre, conseiller municipal de l'opposition à Blainville, demande au ministre Laurent Lessard d'exiger une autre enquête. Et que celle-ci soit menée par la Commission municipale du Québec.

La première enquête a été réalisée pendant deux ans par le Ministère sur les contrats que la Ville de Blainville a attribués depuis que M. Cantin a été élu, à la fin de 2005, aux entreprises du Groupe Domco, Tapage Communication et Groupe Imprimerie Domco. Le principal actionnaire de ces entreprises est Dominic Cayer, ex-conseiller muni-

La première enquête avait conclu que des questions pouvaient être posées quant à la façon dont avaient été attribués certains contrats, dont la somme totale a atteint 2,6 millions pour les années 2006, 2007 et 2008.

cipal et ex-dirigeant du parti du maire Cantin.

L'enquête du Ministère avait conclu que des questions pouvaient être posées quant à la façon dont avaient été attribués ces contrats, dont la somme totale a atteint 2,6 millions pour les années 2006, 2007 et 2008. Le Ministère a demandé que des correctifs soient apportés et sa division régionale doit y veiller. À la suite de la parution d'un article de *La Presse*, le maire François Cantin avait rétorqué qu'«aucune infraction» n'avait été commise et que la Ville avait «décidé de prendre acte des questionnements» du Ministère.

Mais pour M. Lamarre, ce n'est pas suffisant. Dans sa lettre envoyée au ministre et obtenue par *La Presse*, il écrit: «Il est aussi pertinent de mentionner que le président des entreprises du Groupe Domco a fait

un prêt de 10 000\$ au parti VRAI Blainville de l'actuel maire François Cantin en 2005, alors qu'il bénéficiait de contrats de la ville. Il est admis également que des liens privés existent entre Dominic Cayer et le directeur général de la municipalité, M. Paul Allard. Quant à la Ville, elle bloque depuis juillet 2008 le déroulement d'une enquête du commissaire au lobbying en contestant la compétence de ce dernier devant la Cour supérieure du Québec. Cette enquête porte sur de prétendues activités de lobbying exercées par le président des entreprises du Groupe Domco.»

M. Lamarre dit au ministre que c'est «l'argent des taxes» des Blainvillois qui finance «une requête contre un organisme public qui a comme mandat de faire la transparence dans nos institutions et de défendre l'intérêt public».

«Dans la foulée du rapport Gagné qui vise l'éthique des élus municipaux et qui a l'objectif de redonner confiance aux citoyens dans leurs institutions publiques, c'est donc vers vous que nous nous tournons, M. Laurent Lessard, ministre des Affaires municipales et des Régions, pour faire toute la lumière dans le dossier de Blainville, ajoute-t-il. Par conséquent, M. le ministre, nous vous demandons, en considération de l'importance des gestes posés, de prendre les mesures nécessaires que vous confère la loi, soit d'exiger qu'une enquête soit faite sur l'administration financière de la Ville de Blainville devant la Commission municipale. Dans ce sens, vos actions redonneraient une lueur d'espoir à ceux et celles qui ont perdu depuis longtemps la confiance dans leurs institutions.»

Le maire Cantin étant en vacances tout comme le directeur M. Allard, ils n'ont pu être joints hier, a indiqué Suzanne Pettigrew, membre du cabinet du maire. Quant au ministre Lessard, il n'était pas disponible non plus, a fait savoir Émilie Lavoie, attachée de presse adjointe de Laurent Lessard.



Pour joindre notre journaliste :
eric.clement@lapresse.ca